



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service départemental
d'incendie et de secours
des Yvelines**

Secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité

Groupeement Prévention / RCCI

Affaire suivie par : Adjudant-chef JEROME PERNETTE
N° 69051

tél : 01.39.30.56.70
mail : prevention.sud@sdis78.fr

PROCÈS VERBAL DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ

Visite du 25 novembre 2024
Séance du 12 décembre 2024

- OBJET :** Commune de GUYANCOURT
Dossier : Université d'Alembert - Collège (#297-ERP-162)
Affaire : Visite périodique
Adresse : 5 boulevard d'Alembert
- REF :** Code de la construction et de l'habitation (CCH)
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié
Procès-verbal n° 54642 de la sous-commission départementale de sécurité en date du 19 avril 2019 relatif à l'autorisation de travaux n°07829719E0007 (réaménagement partiel et changement d'affectation de salles d'une partie du rez-de-chaussée)
Procès-verbal n° 60434 de la sous-commission départementale de sécurité en date du 12 février 2021 relatif à l'autorisation de travaux n° 07829721E0002 concernant la création de deux locaux de stockage au rez-de-chaussée

Le groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité s'est réuni le 25 novembre 2024 pour procéder à la visite périodique du collège d'université d'Alembert et de son parc de stationnement couvert et à la réception d'aménagement d'une salle de réunion, de bureaux, et de deux locaux de stockage au niveau du rez-de-chaussée. La visite a été validée en commission plénière le 12 décembre 2024.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 3367 personnes dont 160 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activité du type L de la 1^{ère} catégorie.

Le parc de stationnement est susceptible d'accueillir 344 véhicules. Il est classé en type PS.



Nombre de pages : 5

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES YVELINES
56 AVENUE DE SAINT-CLOUD - CS 80103 - 78007 VERSAILLES CEDEX

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Les travaux concernant la création des deux locaux de stockage n'ont pas été réalisés, la réception de ces travaux par la commission de sécurité n'a donc pas lieu d'être.
- La prescription n° 1 émise par la sous-commission départementale de sécurité lors de la visite périodique précédente et concernant les dispositions de mise à l'abri des personnes à mobilité réduite, n'a pas été levée.
- Les travaux concernant le réaménagement partiel du rez-de-chaussée et le changement d'affectation de salles ont été réalisés au cours de l'année 2019 et n'ont pas fait l'objet d'un rapport de vérification réglementaire après travaux. Lors de la visite, les membres de la commission émettent des doutes sur la résistance au feu des cloisons séparant les locaux et les dégagements accessibles au public et des portes implantées dans ces parois.
- La signalisation de la source centralisée de l'éclairage de sécurité présente un dysfonctionnement ne permettant pas aux agents de sécurité présents dans le PC Sécurité d'être prévenu d'une coupure des dispositifs de charge des batteries d'accumulateurs.
- Les salles informatiques sont dotées de nombreux matériels électriques sans posséder d'extincteurs adaptés à ce risque.
- Les portes interclasses comptant dans les dégagements exigibles de certaines salles de classe sont, soit entravées par du mobilier, soit verrouillées, notamment dans les salles B 332 et B 333.
- Certaines indications de balisage ne sont pas éclairées dans les escaliers encloués du bâtiment A.
- Les installations électriques du parc de stationnement ne sont pas vérifiées annuellement, elles ont cependant fait l'objet de la vérification quinquennale obligatoire par un organisme agréé le 5 avril 2022.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Elle demande que le responsable de l'établissement réalise les prescriptions suivantes :

- 1) Réaliser les dispositions nécessaires à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie (article R.143-4, R.143-7 et R.143-41 du Code de la construction et de l'habitation et GN 8).
Avant leur réalisation, les dispositions retenues devront être impérativement autorisées par l'autorité administrative dans les conditions fixées aux articles L.122-3 et R.122.11 du code de la construction et de l'habitation.
Formaliser et annexer au registre de sécurité les consignes d'évacuation établies en cas d'incendie, prenant en compte les différents types de handicap (article R.143-44 du code de la construction et de l'habitation).
Prescription de 2018
- 2) Faire établir par un organisme agréé un rapport de vérifications sur mise en demeure portant sur la résistance au feu des parois et des portes entre les locaux et les dégagements accessibles au public en référence à l'article CO 24 et sur la conformité des installations électriques nouvellement

créées en référence à l'article EL 4 § 1 et EL 4 § 3 pour la zone de bureaux créée dans le cadre de l'autorisation de travaux n°07829719E0007 (article GE 8 § 3).

- 3) Remettre en état la signalisation de la coupure de charge des batteries d'accumulateurs de la source centralisée de l'éclairage de sécurité afin que le personnel de sécurité puisse avoir une information correcte de l'état de cette installation (article EL 15 §3).
- 4) Installer des extincteurs appropriés aux risques dans les salles comportant de nombreuses installations électriques et notamment dans les salles informatiques (article R 30).
- 5) Laisser libre en permanence les communications interclasses. A ce titre, aucune saillie, mobilier ou dépôt ne doit réduire la largeur réglementaire des dégagements (article CO 37).
- 6) Laisser déverrouillées les portes interclasses ou installer un système d'ouverture rapide permettant d'ouvrir celle-ci par la manœuvre facile d'un seul dispositif tel que poignée tournante ou bouton moleté (article CO 45 §2).
- 7) Eclairer les indications de balisage situées dans les escaliers encloués par un éclairage de sécurité, soit par le luminaire qui les porte si elles sont transparentes, soit par les luminaires situés à proximité si elles sont opaques (article EC 9 §1).
- 8) Faire vérifier les installations électriques du parc de stationnement annuellement par un professionnel qualifié (article PS 32).

Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- le groupe électrogène de sécurité (article EL 18) : annuelle.
- **les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.**
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment :
 - o Des SSI de catégories A et B : à la réception et tous les trois ans ;
 - o Des installations fixes d'extinction automatique à eau du type sprinkleur : à la réception et tous les trois ans.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

Rappels de la réglementation – Parcs de stationnement

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément aux articles PS 28 §2 et R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder **annuellement** à la vérification, à l'entretien et à des essais de fonctionnement des installations et équipements techniques suivants par un professionnel qualifié :

- **les installations électriques** (PS 32) ;
- le désenfumage mécanique (article PS 32) ;
- les dispositifs de signalisation (article PS 32) ;
- les systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie (article PS 32) ;
- les moyens de lutte contre l'incendie (article PS 32) ;
- les dispositifs d'obturation coupe-feu (article PS 32) ;
- les dispositifs de contrôle de la qualité de l'air (article PS 32).

De plus, toutes ces installations, ainsi que les ascenseurs, et à l'exception des dispositifs de surveillance de la qualité de l'air, doivent être vérifiées tous les 5 ans par un organisme agréé (article PS 32).

Quant au dispositif de continuité radioélectrique, il doit faire l'objet d'un contrat d'entretien avec un installateur spécialisé, devant inclure les vérifications du bon fonctionnement de l'installation susvisée, et être annexé au registre de sécurité de l'établissement (articles PS 29 §4 et 6.8.3 de l'instruction technique n° 250 relative au contrôle de la continuité des communications radioélectriques dans les établissements recevant du public).

Par ailleurs, il doit être contrôlé par un organisme agréé tous les 3 ans (article MS 71 §3).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Les résultats de ces vérifications ou entretiens doivent être reportés sur le registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).

VISITE PERIODIQUE ET DE RECEPTION DE TRAVAUX

DU COLLEGE DE L'UNIVERSITE D'ALEMBERT

VISITE DU LUNDI 25 NOVEMBRE 2024

ESSAIS DILIGENTES ET DOCUMENTS EXAMINES PAR LES MEMBRES
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Ce document constitue une annexe au procès-verbal de visite n°69051 du 12 décembre 2024

ESSAIS	OBSERVATIONS
Eclairage de sécurité	Fonctionnelle, cependant la signalisation de la coupure des dispositifs de charge de l'éclairage de sécurité indique un dysfonctionnement (prescription)
Désenfumage mécanique - Essai réalisé dans la ZF5 située au R+2 depuis les commandes de l'Unité de commandes manuelles centralisées du SSI	Fonctionnel, à l'exception d'un volet d'amenée d'air qui ne s'est pas ouvert. Les arrêts pompiers sont fonctionnels
Alarme - Essais réalisés avec les équipements centraux mis hors tension de la source normale d'alimentation depuis un DM situé près de la sortie sur l'extérieur au R+1	<ul style="list-style-type: none">- Le compartimentage est fonctionnel ;- L'alarme restreinte est fonctionnelle ;- La levée de doute est effectuée dans de bonne condition par l'agent SSIAP ;- L'alarme générale est déclenchée par l'agent SSIAP depuis l'UGA avant la fin de la temporisation, les alarmes sonore et visuelle sont fonctionnelles pendant 5' et perceptible en tout point visité par les membres de la commission de sécurité.
Ligne directe	Fonctionnelle

Pour le parc de stationnement

ESSAIS	OBSERVATIONS
Eclairage de sécurité	Fonctionnel
Désenfumage mécanique - Essai réalisé dans la ZF 1 au R+1 depuis les commandes situées à l'entrée du parc	Fonctionnel
Compartimentage - Essai réalisé sur un déclencheur autonome déclencheur	Fonctionnel, la porte de compartimentage sollicitée au R-2 s'est fermée entièrement
Alarme - Essai réalisé sous coupure générale électrique à partir d'un déclencheur manuel situé au R - 2	Alarme restreinte fonctionnelle, levée de doute par le personnel un peu tardive, alarmes sonore et visuelle déclenchées automatiquement à l'issue de la temporisation. Le compartimentage est fonctionnel au déclenchement de l'alarme restreinte. La signalisation « entrée interdite » à l'entrée du parc est fonctionnelle

Lors de la visite, les documents de vérifications suivants ont été présentés aux membres de la sous-commission départementale de sécurité :

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	25/10/24	SOCOTEC	Rapport 984Q0/24/16068 : ERP : 15 observations
	22/10/24	SOCOTEC	Rapport 984Q0/24/15333 : CDT 5 observations
Thermique – Gaz	21/10/24	SOCOTEC	984Q0/24/15094 : R.A.S. / absence de fuite 984Q0/24/15095 : 1 observation / absence de fuite
	29/03/24	ENGIE	Contrôle chaudière : R.A.S.

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Ramonage	14/11/24	Maison RUET	R.A.S.
Centrale de traitement d'air	21/10/24	SOCOTEC	984Q0/24/15095 : 1 observation / absence de fuite
Groupe électrogène	-	-	Pas de rapport / pas de carnet d'entretien
Ascenseurs	20/04/21	Qualiconsult	Remise aux normes : RVRAT 004781800237 : R.A.S.
3 ascenseurs vérifiés	17/03/21	SOCOTEC	Quinquennale : 984Q0/21/2859 3 appareils AS00611-20 : 3 obs. AS00611-19 : 3 obs. AS00611-21 : 4 obs.
		OTIS	Absence de rapport
Extincteurs	12/09/24	DESAUTEL	Absence de rapport
Désenfumage naturel	29/05/24	ERIS	R.A.S.
SSI B	29/05/24	ERIS	R.A.S.
- EA type 2a	05/04/22	SOCOTEC	Triennale : 984Q0/22/5209 : 2 observations
- Désenfumage mécanique			
- Portes coupe-feu	01/06/23	Bernard Vincent	R.A.S.
Personnel SSIAP	-	-	Les agents sont fournis par une entreprise extérieure, l'exploitant ne nous a pas communiqué de certification SSIAP ni d'attestation de recyclage

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
Exercice d'évacuation	23/04/24	Direction	Evacuation de 550 élèves en 4'40

Pour le parc de stationnement

VERIFICATIONS	DATE	ORGANISME	
Installations Electriques - Eclairage de sécurité	-	-	Non vérifiées (prescription)
Extincteurs	12/09/24	DESAUTEL	R.A.S.
Désenfumage	29/05/24	ERIS	R.A.S.
Vérification quinquennale par un OA	05/04/22	SOCOTEC	Rapport 984Q0/22/5215 : 3 observations
SSI B - EA type 2a - ERIS	29/05/24 05/04/22	ERIS SOCOTEC	R.A.S. Triennale SSI du bâtiment : 984Q0/22/5209 Aucune obs. pour le parc de stationnement

En outre, le registre de sécurité de l'établissement a été signé à l'occasion de la visite périodique et de réception de travaux par le représentant de l'autorité de la commune de Guyancourt, membre du groupe de visite.

GUYANCOURT - Université D'ALEMBERT Collège
Établissement n°#297-ERP-162 - 69051

Rapport d'étude : Visite périodique du 25 novembre 2024

AVIS CONCLUSIF :

Après avoir délibéré, la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.


Le/la président/e

